

## LE CONTENU DU MOUVEMENT : QU'EST-CE QUI EST UNIFICATEUR ?

Les grands mouvements sociaux sont semblables aux tremblements de terre : ils expriment des tensions trop longtemps contenues, ils indiquent des lignes de faille. Encore faut-il apprendre à les lire, car les mouvements de surface sont parfois plus spectaculaires là où le terrain est plus favorable, même loin de l'épicentre. Les mouvements de terrain sont alors déformés; et il faut reconstituer l'enchaînement des tensions.

Mais les grands mouvements sociaux présentent aussi de très grandes différences avec la tectonique des plaques géologiques. Ce sont des mouvements de femmes et d'hommes de plus en plus conscients de ce qu'ils font, de ce qu'ils veulent, au fur et à mesure que le mouvement se développe. Ce devrait être alors la responsabilité des forces politiques que d'aider le mouvement à exprimer ce qu'il porte en lui, à ne pas se perdre dans les sables. À s'unifier sur des contenus profonds.

Le mouvement de décembre 1995 n'est probablement qu'une première secousse traduisant les exaspérations accumulées dans la société depuis les années 80. Essentiellement : la déchirure sociale née de la précarisation, du chômage et de l'exclusion, ainsi que le rejet d'élites trop technocratiques qui, sous des prétextes divers (la "modernisation", la "globalisation"), ont conduit la société dans l'impasse. On attendait une révolte contre le mensonge et l'arrogance de ces élites précarisatrices : on l'a eue.

Mais ce n'est pas sur la ligne de faille, entre banlieues marginalisées et cités en proie à la désinustrialisation, qu'elle s'est exprimée. La secousse est venue du secteur (encore) le mieux garanti du salariat, celui qui avait encore les moyens de lutter et déjà le sentiment d'un statut en sursis : le secteur le plus directement productif au sein du secteur public. Le prétexte en fut le "plan Juppé", mais, dans le refus du plan Juppé, il n'y avait pas tant les trois pages détaillées de la réforme de l'Assurance Maladie que les trois lignes promettant d'allonger la durée de cotisations pour la retraite. Et même les quelques lignes positives de ces trois pages (les timides débuts d'élargissement de l'assiette des cotisations sociales) furent lues dans le contexte d'infâmes projets de réforme de la fiscalité qui feraient davantage payer les moins bien pourvus pour "soulager" les plus riches. Et, au delà des aspects financiers, il y avait encore dans le même sac les nouvelles menaces sur les services publics que portaient les réformes du statut des Télécom et le Contrat SNCF, toutes choses qui n'avaient rien à voir avec le plan Juppé.

Dominique Voynet a dit qu'elle reconnaissait dans ce mouvement la revanche du débat frustré de la présidentielle. Et ce



fut incroyablement vrai. Au hasard des interviews, on découvrait que nombre des animateurs du mouvement, côté syndical ou côté intellectuel, des cheminots de la Gare du Nord aux signataires de "l'appel Bourdieu", avaient voté Voynet. Rappelons-nous, quand Arlette critiquait notre campagne sur le temps de travail comme une "dispersion" et proposait son mot d'ordre unificateur : la hausse des salaires ! De salaires, il ne fut pas dit un mot dans ce mouvement. On repara beaucoup de service public (normal) et surtout on repara de temps de travail. Mais en termes nouveaux.

D'abord, la réduction du temps de travail sur l'ensemble du cycle de vie est revenue au premier plan. Non que la durée hebdomadaire soit oubliée : la semaine de 4 jours est au contraire au pinacle ! Mais le lien entre temps libre pour les uns et travail pour les autres, qui n'est que statistique, macro-économique pour la semaine de 4 jours, est infiniment plus concret dans le débat sur la retraite : "Pourquoi me faire travailler plus longtemps quand mes enfants sont au chômage?"

Ensuite, pour la première fois, une régression sociale déjà ratifiée, intériorisée par les forces de la gauche traditionnelle (en particulier le PS), le passage aux 40 ans de cotisations, est remise en question (et elle l'a été à Renault-Flins dès la fin novembre). Le pire n'est plus une fatalité.

C'est peut-être justement pour cela que ce point de convergence, d'unification (la bataille du temps libre, pour souder exclus et salariés, public et privé) qui se devinait au début de la troisième semaine, a été réprouvé par les "grandes forces organisées" qui ont préféré le mot d'ordre "*Retrait du plan Juppé*". Or, si le *Non au plan Juppé* avait au début valeur de mythe unificateur, sa transformation en objectif concret en troisième semaine, après la victoire du secteur public sur les retraites, prenait une signification plus précise : départ de Juppé et refus de la réforme de la Caisse Maladie. Ni l'un ni l'autre n'avaient un sens clairement progressiste, ni l'un ni l'autre ne donnaient un but positif susceptible d'attirer le privé dans la lutte. Il n'y entra pas et la première secousse se perdit dans les sables.

Comme par hasard, seules les forces politiques déjà unies dans la campagne Voynet avaient su discerner les contenus potentiellement unificateurs du mouvement : réduction du temps de travail et sauvegarde du service public, en particulier sous l'angle de l'aménagement du territoire. Avant le prochain round, il leur reste à apprendre à parler haut et fort !